SITUATION SÉCURITAIRE

Huit terroristes éliminés près d'El-Eulma

Huit terroristes ont été tués, dans la nuit de mardi à mercredi, dans une embuscade tendue par un détachement de l'Armée nationale populaire appuyé par des gendarmes, dans la région d'El Guelta Zerga, dans la wilaya de Sétif.

Selon les premières informations en notre possession, des renseignements précis seraient parvenus au service de sécurité selon lesquels un groupe terroriste se déplaçant à bord d'un véhicule utilitaire de type Renault Boxer s'apprêtait à traverser la Route nationale n°77, venant de Jijel pour se diriger vers les maquis de la wilaya de Batna.

Un important dispositif militaire a été aussitôt mis en place sur cet axe routier afin de neutraliser les terroristes. Mardi vers 00h20, le véhicule des terroristes faisait son passage au lieudit Oued Laâtache, de la commune d'El Guelta Zerga, daïra d'El Eulma, située à une trentaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya. Et c'est à cet endroit que les militaires avaient décidé d'intervenir en organisant leur embuscade. Cerné de part et d'autre de la route, le véhicule des terroristes sera la proie de tirs nourris de la part des militaires.

L'attaque des services de sécurité a permis d'éliminer tous les éléments du groupe terroriste, à savoir huit éléments et la récupération d'un important lot d'armements composé de six fusils mitrailleurs de type kalachnikov, un fusil semi-automatique de type Seminov, un pistolet automatique de marque Beretta, deux grenades et une ceinture explosive, alors qu'aucune perte n'a été déplorée dans les rangs des militaires. Les corps des huit terroristes ont été acheminés vers le service de la médecine légale du CHU de Sétif afin de procéder à leur identification.

Photo : NewPress

Un coup d'éclat asséné par les éléments de l'ANP.

Malheureusement et selon des sources concordantes, un véhicule transportant le personnel d'une entreprise privée «Riadh El Feth», spécialisée dans la fabrication de câble électrique, aurait été pris dans l'échange des coups de feu. Un mort et deux blessés graves, tous des travailleurs de cette entreprise, ont été déplorés suite à cet accident.

Cette opération vient clore un mois de mai très fertile en coups d'éclat assénés par l'armée à de nombreux groupes terroristes sur plusieurs régions de pays, et entamée avec l'élimination, entre la fin avril et début mai, du groupuscule de cinq terroristes à Skikda et l'arrestation de deux autres, originaires de pays du Sahel, qui tentaient de s'infiltrer sur le territoire national à partir de la région de In-Guezam.

Il est évident que l'opération qui restera parmi les plus marquantes du mois de mai passé, comparable à celle d'El-Oued en mars dernier, est cette longue traque ayant eu pour cadre la forêt d'Errich, dans la périphérie de la ville de Bouira, à l'issue de laquelle onze terroristes ont été tués et un autre arrêté. Ainsi, lors de ce très actif mois de mai, les opérations menées contre les groupes armés ont permis à l'armée d'éliminer 23 terroristes, dont une quinzaine étaient des vétérans ayant pris les armes dans la première moitié des années 1990.

Imed Sellami

FUITE DES SUJETS DU BAC

Le ministère de l'Éducation ouvre une enquête

Le ministère de l'Education nationale a annoncé l'ouverture d'une enquête au sujet de la fuite des sujets du bac. Tout en s'abstenant de confirmer encore publiquement la fuite, le département de l'éducation annonce que les épreuves ne seront pas annulées. Les syndicats autonomes du secteur qui dénoncent ce fait estiment qu'il s'agit d'une énième cabale contre la ministre de l'Education.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Ce qui n'était qu'une rumeur mardi s'est finalement avéré fondé. Oui il y a bien eu, fuite des sujets du bac. L'information a été confirmée par les syndicats autonomes du secteur et par les parents d'élèves.

Depuis mardi dernier, des rumeurs circulaient sur la fuite du sujet du français, sur les réseaux sociaux. Le ministère de l'Education s'est exprimé pour dire qu'il s'agissait de faux sujets. Mercredi matin, le sujet de l'histoire et de géographie avait bel et bien fuité et partagé sur les réseaux sociaux. Le ministère de l'Education qui ne s'est pas encore exprimé publiquement pour confirmer cette fuite, a publié un communiqué où il annonçait l'ouverture d'une enquête.

«Suite à des informations relayées sur les réseaux sociaux faisant état d'une éventuelle fuite de sujets du baccalauréat, le ministère de l'Education nationale tient à rassurer les candidats et l'opinion publique quant au déroulement de l'examen dans des conditions normales», indique le communiqué, précisant qu'«en cas de confirmation d'une quelconque atteinte à la crédibilité de cet examen, le ministère engagera, de concert avec les autorités compétentes, les investigations nécessaires pour identifier et poursuivre les personnes impliquées».

Le ministère se dit, par ailleurs, «engagé à garantir aux candidats leur droit à l'égalité des chances» en leur souhaitant «la réussite pour la suite des épreuves».

Le ministère de l'Education ajoute qu'aujourd'hui, à la fin des épreuves, l'opinion publique sera informée d'une première évaluation du baccalauréat. Des syndicats du secteur et des associations des parents d'élèves, pointent du doigt l'Office national des examens et concours (Onec). D'ailleurs, selon certains, il s'agit d'une cabale contre la ministre de l'Education nationale. «Il y a eu défaillance au niveau de l'Onec», dénonce Meziane Meriane, coordonnateur du Snapest. Le syndicaliste s'interroge sur l'objectif d'un tel acte, selon lui, l'intention est de torpiller la réforme et de casser la feuille de route du ministère. «Il faut sauvegarder l'équilibre des chances des candidats et déterminer les objectifs et l'opinion publique doit savoir qui a manœuvré pour cette macabre», a déclaré M. Meriane.

Le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation estime que l'examen du baccalauréat est une affaire d'Etat et de l'Etat,et ne concerne pas que le ministère de l'Education. «C'est une opération énorme, lourde et de grande envergure qui nécessite l'engagement du secteur de l'éducation, du ministère de l'Intérieur celui de la Défense nationale et du secteur des télécommunications ! Une fuite est rendue possible par la voie soit d'un encadreur (inspecteur, directeur du centre ou d'un surveillant) et aussi par des hackers très forts qui piratent les sites les plus sécurisés», a indiqué le Satef dans un communiqué.

Le syndicat exige une sanction «modèle contre l'auteur ou les auteurs pour mettre fin à cette mascarade», a déclaré le syndicat. Selon lui, cette affaire est un autre complot contre la ministre de l'Education qui, dit-il, n'a aucun intérêt à ce qu'une fuite sorte d'un sujet de l'examen comme le prétendent certains. «Elle a fait un travail titanesque pour remettre le secteur de l'éducation sur la bonne voie mais cela est difficile dans un environnement hostile et agressif, miné de bras cassés et de médiocres», dénonce le Satef qui estime que le secteur des télécommunications doit prendre sa responsabilité dans ces fuites électroniques, car sa responsabilité est aussi engagée. De son côté, le CLA (Conseil des lycées d'Algérie) rappelle avoir tiré à maintes fois la sonnette d'alarme sur le problème de la triche au lycée.

Le problème, prévient-il, va aller en s'aggravant, et l'école doit agir vite afin de prendre en compte l'évolution des nouvelles technologies. «On a beau surveillé les candidats, leur demander de poser leur sac au fond de la classe, comment lutter contre celui qui va aux toilettes avec son téléphone pour regarder des cartes, trouver des citations, des définitions, un corrigé, voire envoyer un texto. On ne peut pas faire de fouille intégrale à l'entrée des toilettes», écrit le syndicat dans un communiqué. C'est pourquoi, le CLA appelle à la réforme de la forme des épreuves. Le SNTE appelle aussi, pour sa part, le gouvernement à prendre ses responsabilités pour ouvrir une enquête «transparente» et poursuivre les auteurs en justice. Selon le syndicat de l'Unpef, c'est «le résultat de la lutte des clans qui s'exprime à travers le sabotage de cet examen, et ceci dépasse le conflit sur les réformes».

Le syndicat demande des mesures pour ne pas piétiner le principe d'égalité des chances. «C'est de la haute trahison, il faut que les personnes impliquées soient sanctionnées sévèrement», a déclaré le syndicat qui doute que cette manœuvre soit l'œuvre d'un fonctionnaire du secteur.

S. A.

Précisions de l'ENTMV

Dans notre édition du mardi 31 mai et dans notre compte-rendu de la conférence de presse du P-dg de l'ENTMV, nous évoquions un gain de 2,49 milliards d'euros sur les charges. En fait, il s'agissait de 2,49 millions d'euros.

Par ailleurs, le prix du fuel à la tonne a augmenté de 38 000 à 42 000 DA. L'ENTMV transporte en moyenne 3 400 000 passagers et compte acquérir un seul navire.

VIGNETTE AUTOMOBILE 2016

Le délai d'acquittement est prolongé au lundi 1er août

Le délai d'acquittement de la vignette automobile 2016, opération lancée le 2 mai dernier, a été prolongé au lundi 1er août prochain à 16 heures, selon la direction générale des impôts. Alors qu'initialement, le dernier délai de l'acquittement de la vignette automobile 2016 était fixé au jeudi 2 juin, le ministère des Finances annonce sa prolongation de deux mois ; une première depuis son lancement en 1998.

Une décision prise par le ministre des Finances lui-même, selon la DGI, qui précise que «cette prorogation de délai est motivée par le souci de permettre aux citoyens de s'acquitter de leurs obligations dans de meilleures conditions et de leur faire éviter tout désagrément». Dès les premières semaines de la mise en vente de ladite vignette, les automobilistes avaient fait face à une pénurie des vignettes de 1 000, 1 500 et 2 000 DA que ce soit au niveau des bureaux de poste ou des Recettes des impôts. Il est précisé que la carte provisoire de circulation (carte jaune) tient lieu de carte d'immatriculation (carte grise), par conséquent la vignette devient exigible dans un délai d'un mois à compter de la mise en circulation du véhicule sur le territoire national.

Cette année, le prix de la vignette automobile a connu une augmentation de 15 à 40%, introduite par la loi de finances 2016. Des augmentations qui varient selon l'âge, le type, la puissance fiscale, la motorisation et le poids du véhicule.

L'Etat avait justifié cette hausse du prix de la vignette «dans le but de mettre à la disposition de l'Etat des ressources supplémentaires de financement pour permettre la réalisation d'autres infrastructures routières et autoroutières inscrites dans le cadre du programme du gouvernement (...). Ces financements permettent également la concrétisation des programmes de réhabilitation et d'entretien des infrastructures existantes».

La vignette automobile, qui a été instaurée en 1998, a rapporté 11 milliards de DA à l'Etat en 2015. Il convient de rappeler, à cet effet, que la vente de la vignette automobile s'effectue auprès des Recettes des impôts et d'Algérie Poste.

Ah. A.